



Communiqué

Diffusion immédiate

Élections fédérales 2004:

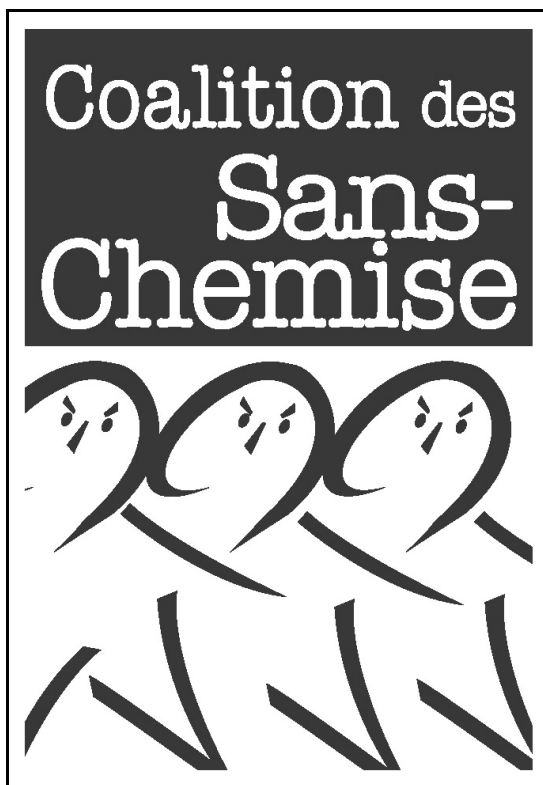
Les «Sans-Chemise» font campagne pour dénoncer le vol de la caisse de l'assurance-chômage et réclamer un régime plus équitable

Sherbrooke, le 31 mai 2004 --- Le comité estrien des Sans-Chemise a annoncé, aujourd'hui, son implication dans une grande campagne contre le vol de la caisse de l'assurance-chômage perpétré par le gouvernement fédéral. Il réclame un régime plus équitable et a décidé de faire de cette question un enjeu majeur des élections fédérales.

Le Mouvement Autonome et Solidaire des Sans-Emploi (MASSE), les grandes centrales syndicales et le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ) ont donné, hier, le coup d'envoi de cette campagne qui teintera de rouge et noir l'ensemble de la province.

Le lancement estrien a été fait au bureau de chômage de Sherbrooke lors d'une conférence de presse à laquelle participaient Mme Manon Brunelle (Illusion Emploi), M. Denis Poudrier (Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie), M. Jean Lacharité (CSN), M. Bernard Cournoyer (CSD) et M. Alain Ouellette (FTQ) tous membres du Comité des Sans-Chemise de Solidarité Populaire Estrie.

La Coalition Québécoise des Sans-Chemise rassemble une douzaine de comités régionaux, de la Côte-Nord à la Gaspésie jusqu'à l'Abitibi-Témiscamingue en passant par l'Estrie, le Centre du Québec et Montréal¹. Ces comités, qui réunissent plusieurs partenaires syndicaux, sociaux et communautaires, ont décidé d'intervenir très activement pendant la campagne électorale. Leur intervention prend notamment la forme d'une campagne de publicité appuyée par des milliers de pancartes et de panneaux qu'on a déjà commencé à installer partout au Québec. Cette campagne pose carrément la question : "Qui a volé l'argent des chômeurs?".



60% d'exclus

Ces dernières années, de nombreuses réformes du système d'assurance-chômage ont eu pour effet de diminuer l'accès aux prestations, leur durée et le montant versé aux sans-emploi. «*Selon les chiffres mêmes de Ressources Humaines Canada, à Sherbrooke, seulement 38 % des travailleurs et travailleuses se qualifient aujourd'hui pour recevoir des prestations de chômage en cas de besoin, comparé à plus de 80 % en 1990*»² précise Denis Poudrier. Ces décisions, qui ont eu un impact important sur l'appauvrissement de la population, violent le droit à la dignité et freinent le développement régional et social. «*Pour la seule circonscription fédérale de Sherbrooke, le manque à gagner est estimé à plus de 43 millions de dollars par année depuis 1993*»³ rappelle M. Poudrier.

Le gouvernement fédéral a ainsi pu dégager des surplus multimilliardaires à même la caisse et détourner ces sommes à d'autres fins que celles fixées par la loi. En février dernier, la Vérificatrice générale du Canada, Mme Sheila Fraser, consacrait un chapitre entier de son rapport au dossier de l'assurance-chômage. Elle évaluait, en date du 31 mars 2003, à quelque 44 milliards de dollars les surplus détournés par le gouvernement fédéral du compte de l'assurance-chômage.

Or, cet argent provient exclusivement des cotisations versées par les salariés et les employeurs à même la masse salariale. Le chef libéral Paul Martin, ministre des Finances au moment où le régime a été saccagé, a poussé l'affront jusqu'à prétendre que ces surplus ont servi à financer la santé et l'éducation. «*Le plus scandaleux, c'est que ces cotisations ont servi, entre autres, à financer des baisses d'impôt au profit des gens riches qui ne cotisent même pas au régime*» explique Jean Lacharité.

Des bonbons électoraux

Le 11 mai dernier, Ottawa a annoncé des mesures soi-disant pour aider les travailleurs saisonniers. Or, ce ne sont là que des changements cosmétiques et des bonbons électoraux. Ottawa a promis l'ajout de 250 millions sur deux ans alors que, depuis les restrictions apportées au régime en 1996, c'est un minimum de sept milliards de dollars par année que les sans-emploi ont perdu en prestations au Canada, dont plus de deux milliards annuellement au Québec. «*Ces mesures sont loin d'être suffisantes pour combler le fameux "trou noir", période pendant laquelle les sans-emploi n'ont plus droit aux prestations alors que le travail saisonnier n'a pas encore repris. De plus, ces mesures ne pourront s'appliquer aux résident-e-s de l'Estrie*» affirme Alain Ouellette.

Une solution immédiate à notre portée

Les Sans-Chemise exigent des modifications immédiates afin de régler la majeure partie des irritants actuels. Ils exigent un retour des sommes flouées dans la caisse d'assurance-chômage et que soient établis:

- Un critère unique d'admissibilité de l'ordre de 350 heures de travail;
- Un minimum de 35 semaines de prestations;
- Un taux de prestations à au moins 60 % du salaire.

Le comité estrien des Sans-Chemise a déjà rencontré les députés David Price, Denis Paradis, Serge Cardin ainsi que Bruno-Marie Béchar. *«Ceux-ci nous ont entendus! Maintenant, nous verrons s'ils nous ont bien compris...»* se questionne Bernard Cournoyer.

Ils demandent à l'ensemble des candidats et candidates de l'Estrie un engagement ferme à utiliser tous les moyens mis à leur disposition pour faire en sorte que le régime d'assurance-chômage retrouve son caractère universel. *«Une lettre d'engagement leur est soumise et le comité compte rendre publique la liste des signataires quelques jours avant le 28 juin 2004»*⁴ annonce M. Cournoyer

Une réforme en profondeur

Le gouvernement fédéral dispose, depuis trois ans, d'un rapport unanime d'un comité du Parlement l'enjoignant de restaurer le programme d'assurance-chômage. *«Il faut en effet une réforme complète qui assure d'abord l'accessibilité pour tous les sans-emploi, améliore le nombre de semaines assurées ainsi que le revenu de remplacement, et qui garantisse l'autonomie de la caisse par rapport au fonds consolidé de l'État»* affirme Manon Brunelle.

Nous réclamons un régime d'assurance-chômage qui puisse répondre aux nouvelles réalités d'un marché du travail trop souvent précaire où la progression de l'emploi atypique exclut de plus en plus de gens. *«Chaque travailleur et chaque travailleuse qui perd son emploi doit pouvoir bénéficier d'un revenu de remplacement assurant sa dignité et un minimum de sécurité économique»* insiste Mme Brunelle.

Appel des Sans-Chemise

Les Sans-Chemise de l'Estrie seront actifs tout au long de la campagne électorale fédérale. Ils seront présents dans les débats publics et partout où se retrouveront les représentants du gouvernement sortant. Ils appellent à ne pas voter pour ceux qui ont perpétré le "vol de la caisse".

Source : Comité estrien des Sans-Chemise

Renseignements: Denis Poudrier (MCCE)
819-566-2392 ou 819-820-4816

1. Liste des comités régionaux de Sans-Chemise - Argumentaire p. 14 et 15
2. Extrait de l'Étude du CTC mars 2003 p. 9 reproduit sur tableau à l'annexe A
3. Extrait de l'Étude du CTC mars 2003 p. 14 reproduit sur tableau à l'annexe A
4. Lettre d'engagement soumise par le comité estrien des Sans-Chemise